

SAMEDI | DIMANCHE

# La Croix

SAMEDI 8, DIMANCHE 9 MAI 2010

QUOTIDIEN N° 38659

1,30 €

[www.la-croix.com](http://www.la-croix.com)

CAHIER CENTRAL

Religion & spiritualité

Vivre des vacances  
« en toute spiritualité »

## Ce qu'ils disent de l'Europe

Soixante ans  
après la déclaration  
de Robert Schuman  
qui jeta les bases  
de l'Union européenne,  
dialogue à deux voix :

**JACQUES DELORS**

« Le climat de paix  
nous a ramollis,  
rendus moins vigilants »

**SA PETITE-FILLE,  
CLÉMENTINE AUBRY**

« Il nous faut quelqu'un  
comme Barack Obama »

P. 2 à 4 et 12-13



Jacques Delors et sa petite-fille Clémentine Aubry.

BRUNO LEVY/LA CROIX

RENCONTRE AVEC

José  
Van Dam,  
artisan  
musicien



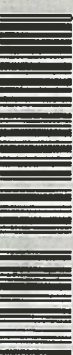
CYPRES RECORDS

P. 6-7



127<sup>e</sup> année - ISSN/0242-6086.  
Allemagne : 2 € ; Belgique : 1,40 € ;  
Canada : 3,65 \$ ; Espagne : 2 € ; Grèce : 2 € ; Italie : 2 € ;  
Luxembourg : 1,40 € ; Maroc : 15 MAD ;  
Portugal (Cont.) : 2 € ; Suisse : 2,80 CHF ;  
Côte d'Ivoire/Sénégal/Comore et zone CFA :  
1,400 CFA ; DOM : 2 € ; TOM : 390 XPF

M 00140 - 508 - F - 1,30 €





# DOSSIER



BRUNO LEVY/POUR LA CROIX

## Clémentine Aubry, 31 ans

Unique petite-fille de Jacques Delors et fille de Martine Aubry, elle est diplômée d'HEC, possède une licence d'histoire de l'art et un DEA d'économie publique. Elle est directrice adjointe de l'auditorium du Louvre.

« Mais la question pour l'Europe, actuellement, c'est la survie ou le déclin ! Nous représentions 15 % de la population mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, 6 % aujourd'hui et 3 % en 2040. Regardez se profiler le G2 (États-Unis-Chine) et le rôle des pays émergents. L'Europe, c'est une bataille pour le mode de vie et la liberté des Européens de

aujourd'hui. Il y a dans l'histoire de l'Europe des moments phares. Quand on a voulu faire l'euro, 65 % des Allemands étaient contre l'abandon de leur monnaie nationale. Helmut Kohl a décidé de les convaincre et, pour réussir, il ne s'est pas laissé aller à des remarques déshabillées sur les pays du « Club Med » de l'époque. À mes yeux, l'obstacle qu'a dû franchir Robert Schuman en 1950, la proposition de mise en commun du charbon et de l'acier français et allemand, base de la puissance, cinq ans seulement après la fin de la guerre, était infiniment plus considérable que les obstacles auxquels sont confrontés les Européens d'aujourd'hui.

demain ! J'ai toujours pensé que si nos pays – qui ont une grande histoire – ne s'unissent pas sous une forme à trouver, réaliste et raisonnable, nous laisserions aux générations qui viennent, celles après Clémentine, un continent flasque, menacé dans son niveau de vie, dans ses conquêtes sociales et dans son influence.

C. A. : Pour revenir à aujourd'hui et au manque de personnalités comme Robert Schuman, ce qui fait écho pour moi, c'est la claquette que l'Europe a reçue au moment de l'élection de Barack Obama. Si j'avais été là en 1950, j'aurais ressenti la même émotion, qu'en regardant le discours d'investiture du nouveau président américain sur YouTube. Je me suis attachée à sa manière de s'exprimer, de transmettre sa vision, de se situer au-dessus. Je me suis dit : « Il nous faut quelque chose de nouveau, de différent pas en France, mais en Europe. Je pense qu'aujourd'hui c'est cela qui manque. Pas forcément une personne, cela peut être une alliance de personnalités.

J. D. : L'Europe pourrait conserver son squelette, mais en étouffant vers une sorte d'OCDE. Comme un couple qui reste marié sans vivre ensemble. Cela peut arriver aux Européens. On garderait simplement les oripeaux d'une période passée. Et

Dans quel ordre vous définiriez-vous : français ou européens ?

C. A. : Je dirais française et européenne sur le même plan.

J. D. : Moi aussi. Voilà pour quoi la question de la survie ou du déclin de l'Europe est essentielle.

C. A. : Ce qui se joue actuellement en Europe est très important. On est à un moment où il faut mettre un coup d'accélérateur. Les sujets ne manquent pas : Europe sociale, Europe et systèmes financiers, Europe et écologie.

La crise grecque et celle de l'euro vous préoccupent-elles ?

C. A. : J'ai une forme d'empathie pour ce qui arrive aux peuples européens. L'Europe de Schuman a créé des « solidarités de fait ». Je ne nie pas qu'il y ait des problèmes au niveau national pour accepter une gouvernance économique européenne. Mais l'Europe doit saisir des événements actuels pour avancer dans ce domaine.

J. D. : Pour faire l'euro, il n'y a pas eu transfert total de souveraineté économique, mais transfert partiel. Une solidarité inconditionnelle des pays membres n'était pas acceptée. J'ai dénoncé dès 1997 le déséquilibre entre politique économique et politique monétaire, d'où nos difficultés actuelles. Aujourd'hui, l'euro comme grande conquête politique est menacé. Il ne suffit donc pas de dire à un pays de mettre de l'ordre chez lui à telles conditions. Puisque le conseil des ministres de l'euro n'a rien vu venir depuis quatre ans, il est responsable. Il doit mettre la main à la poche pour la Grèce. Et adopter un mode de gouvernance combinant le développement économique, la stabilité financière et la gestion de l'euro.

Et la Belgique ? Son éclatement vous inquiète-t-il ?

C. A. : C'est dingue quand on lit les réactions des internautes sur les sites des journaux français. Ils disent : « Nous, on veut bien prendre les Wallons, il n'y a aucun problème. » Incroyable ! Je connais moins bien la Belgique que toi (*se tournant vers son grand-père*), mais j'ai vraiment l'impression de deux cultures et de deux mentalités. Que Flamands et Wallons, ce n'est pas le même peuple. Ce qui arrive n'est pas étonnant. En même temps, il serait cohérent qu'ils puissent vivre ensemble.

J. D. : Pour moi, qui suis pourtant attaché viscéralement à la Belgique et n'ai que mes yeux pour pleurer, voir la scission entre la Serbie et le Monténégro ou demain celle de la Flandre et de la Wallonie (à condition qu'ils aient résolu le problème de Bruxelles), c'est ce que Freud appelait « *le culte des petites différences* » qui nous fait si mal. Ces gens-là n'ont pas de menaces extérieures. Imaginez que demain la Belgique risque d'être envahie par un pays voisin, vous croyez qu'ils penseraient à leurs petites affaires ? Le climat de paix nous a ramollis, rendus moins vigilants.

Enfinement, la phrase de Jean-Pierre Chevènement, qui avait dit en 1989 que la chute du Mur « *avait fait un mort, Jacques Delors* », était juste ! En d'autres termes : plus de menace commune, plus d'Europe.

J. D. : C'était bien vu. Mais quelques années plus tard, je lui ai rappelé que j'étais encore vivant... Aujourd'hui, les populations se sentent menacées par des choses plus irrationnelles. Elles s'inquiè-

tent aussi pour l'avenir de leurs enfants et pour leurs retraites. Elles ne sentent pas la nécessité de s'unir pour faire face.

## « Aujourd'hui, l'euro comme grande conquête politique est menacé. »

C. A. : Plus les problèmes économiques et sociaux seront prégnants, plus le repli communautaire et les animosités se produiront. Cela transcende l'Europe. On le voit aussi dans nos villes, nos banlieues. On en veut toujours plus à son voisin quand on ne va pas bien. Tous les pays européens sont touchés par les problèmes communautaristes. Et pourtant, l'Europe peut permettre que les modes de vie soient plus doux.

Clémentine Aubry, vous travaillez dans la culture. Là, l'Europe existe...

C. A. : La culture est l'un des domaines où la notion d'Europe est la plus présente dans les mentalités. Les échanges y sont tellement fréquents. Quand on crée un spectacle théâtral, par exemple, on va chercher un metteur en scène polonais. On écoute du rock anglais ou de la musique électronique allemande (c'est mieux à Berlin, mais on peut le faire aussi à Paris). Cette diversité est inhérente à la culture.

J. D. : Je n'ai pas l'ampleur des connaissances de Clémentine. Mais à propos de la culture, c'est sa mère, Martine, qui m'a fait découvrir la

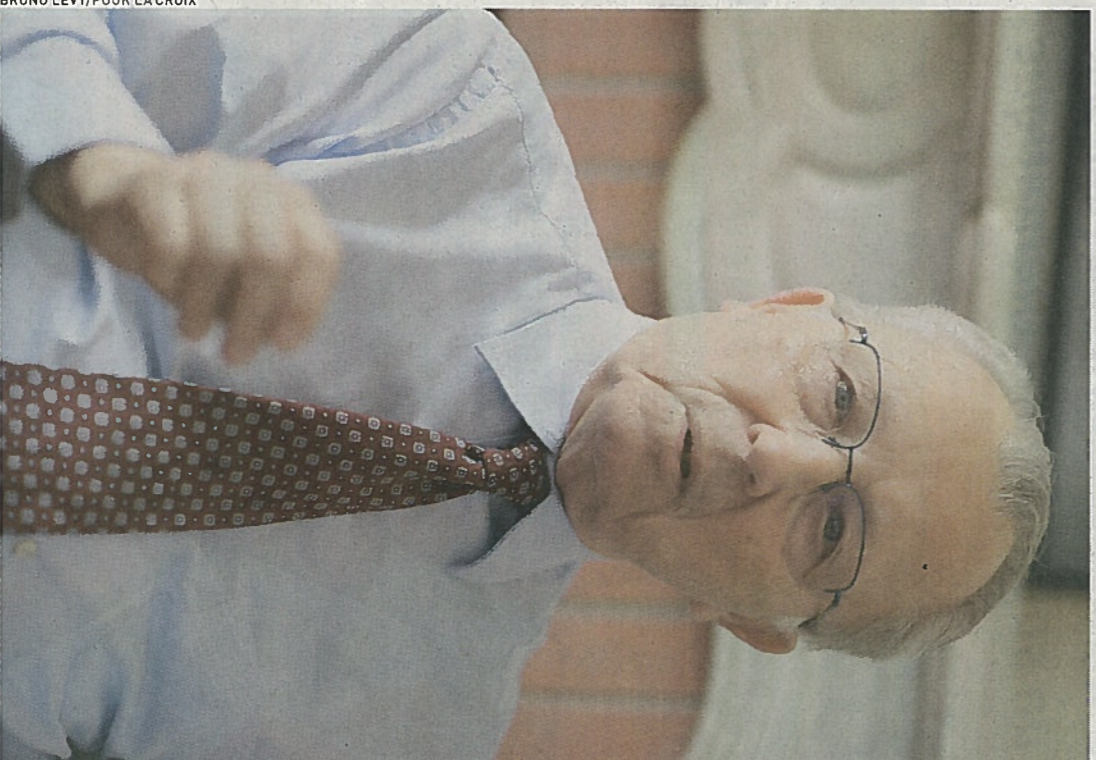
littérature actuelle des pays d'Europe de l'Est et je me suis aperçu que ces créateurs représentaient une part notable de la culture européenne. On n'a pas assez fait jouer cette importante dimension au moment de l'entrée des pays de l'Est dans l'Union.

Clémentine Aubry, envisageriez-vous de vivre et de travailler dans un autre pays européen ?

C. A. : Si un jour j'ai envie de partir, ce sera peut-être à Berlin, à Londres ou à Naples. Je n'en sais rien. Je ne me dis pas : « *Est-ce que j'en serai capable ?* » Mais juste : « *Cela se présentera peut-être.* » Ce n'est ni un obstacle ni un objectif. La richesse de la vie à l'étranger, c'est de se dire qu'on est tellement différent et pourtant on arrive à vivre ensemble tout en gardant sa spécificité.

J. D. : La culture, cela se vit. Je suis content d'avoir créé le programme Erasmus d'échanges d'étudiants, lorsque j'étais président de la Commission européenne. De toute façon, il y aurait eu un Erasmus officiels, car tous les jeunes veulent se rencontrer, mais sans le stimulant financier de l'aide européenne. Aujourd'hui, quand on étudie la sociologie, l'économie, le droit dans un autre pays, on s'enrichit. Même si l'on ne fait pas ensuite une carrière européenne. Jeune, j'aurais tellement rêvé de connaître d'autres cultures !

RECUEILLI PAR  
VINCENT DE FÉLIGONDE,  
SÉBASTIEN MAILLARD  
ET MARIE-FRANÇOISE MASSON  
(Lire la suite du dossier page 4.)



BRUNO LEVY/POUR LA CROIX

## Jacques Delors, 84 ans

Il a été ministre de l'économie, des finances et du budget de 1981 à 1984, président de la Commission européenne de 1985 à 1995, et président de l'association Notre Europe de 1996 à 2004.